



Solidarité avec la vague de grèves des enseignant-es d'Iran

L'Iran est particulièrement touché par la pandémie de Covid-19. C'est dans ce contexte, et face à la répression toujours aussi féroce du régime en place, que les travailleurs et travailleuses d'Iran poursuivent leurs combats.

Les grèves se multiplient. La dernière en date est celle des enseignant-es qui ont entamé le 11 décembre une grève dans l'ensemble du pays ayant duré 3 jours. Il s'agit de la grève la plus vaste et la plus longue de leur histoire depuis 40 ans.

Cette action s'est faite à l'appel du Conseil des Associations Syndicales des Enseignant.es d'Iran, et a été largement entendue. Des dizaines de milliers d'enseignant-es y ont participé dans plus de 100 villes.

A Téhéran, la capitale, plusieurs milliers de manifestant-es se sont rassemblé-es devant le Majles (le parlement) où des forces de sécurité ont tenté de les attaquer, mais finalement elles ont été repoussées. Rassoul Bodaghi, un enseignant qui a déjà fait au total 7 ans de prison pour ses activités syndicales, a été arrêté.

L'augmentation des salaires et des pensions de retraite, ainsi que l'éducation gratuite pour toutes et tous ont été parmi leurs revendications principales. Ils/elles exigeaient aussi la libération de leurs collègues emprisonné-es, entre autres **Esmail Abdi**, **Mehdi Fat'hi**, **Mohammad Reza Ramazanzadeh**, et **Rassoul Bodaghi**.

Les organisations membres du collectif syndical français de soutien aux salarié-es d'Iran réaffirment leur soutien et leur solidarité envers les enseignant-es et demandent :

- la libération immédiate et sans condition d'Esmail Abdi, Rassoul Bodaghi, Mehdi Fat'hi, Mohammad-Reza Ramazanzadeh, Hachem Khastar, Nahid fath Alian, Zeinanb Hamrang, Massomeh Asgari et Leila Hosseinzadeh.
- l'annulation de toutes les condamnations injustes et contraires aux libertés et droits fondamentaux,
- la libération immédiate et sans condition, de l'ensemble des militant-e-s emprisonné-e-s en raison de leurs activités syndicales.

Elles demandent également au régime iranien de respecter les Conventions internationales qu'il a ratifiées, dont celles sur la liberté d'association, de manifestation, de grève et de négociation collective.

La solidarité internationale est essentielle, faisons connaître ces luttes dans le monde entier !

Confédération générale du travail (CGT)
Fédération syndicale unitaire (FSU)
Union syndicale Solidaires
Union nationale des syndicats autonomes (UNSA)

Paris, le 23 décembre 2021